

LFI



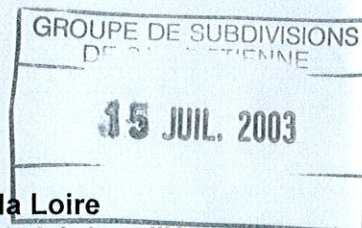
→ UO LFI  
AP du 10/7/2003

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Rolande MARIATTE  
E-mail : rolande.mariatte@loire.pref.gouv.fr  
☎ 04.77.48.48.91  
Dossier n° 87/6143



Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Arrêté n° 19 598**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 mai 1987 complété par les arrêtés préfectoraux des 18 janvier et 3 juillet 1991 réglementant les activités exercées par la **STE LOIRE FONTES INDUSTRIES** au CHAMBON-FEUGEROLLES - 97 rue de la République ;

**VU** la liquidation judiciaire prononcée le 9 février 2000, Maître CHARRIERE Philippe étant désigné en qualité de liquidateur ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 avril 2000 prescrivant à Maître CHARRIERE Philippe mandataire judiciaire de la STE LOIRE FONTES INDUSTRIES la réalisation d'un diagnostic initial et d'une évaluation simplifiée des risques ;

**VU** les études simplifiées des risques réalisées successivement par les bureaux d'étude SOCOTEC et KISTERS courant 2001 concluant au classement suivant du site :

- en ce qui concerne le risque lié à l'utilisation non AEP des eaux de surface : classe 2,
- en ce qui concerne le risque lié à l'utilisation non AEP des eaux souterraines : classe 2,
- en ce qui concerne les autres cas : classe 3 ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 25 avril 2003 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 15 mai 2003 ;

**CONSIDÉRANT** que les études simplifiées des risques réalisées mettent en évidence une pollution des sols présentant des teneurs supérieures aux valeurs de définition pour différentes substances et classent le site comme devant être surveillé ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence qu'il y a lieu de prescrire la réalisation d'un diagnostic approfondi, d'une évaluation détaillée des risques et la surveillance des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Maître CHARRIERE, 10 rue Mi-Carême 42000 SAINT-ETIENNE, Liquidateur de la STE LOIRE FONTE INDUSTRIE, ci-après dénommé l'exploitant, de l'ancien site Fonderie Jurine situé 97, rue de la République au CHAMBON FEUGEROLLES est tenu de :

- réaliser un diagnostic approfondi et une étude détaillée des risques pour le site de l'ancienne fonderie Jurine au CHAMBON FEUGEROLLES conformément à la dernière version du guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire en matière de gestion des sites pollués ;
- respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité du site du CHAMBON FEUGEROLLES, 97 rue de la République.

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du livre V du Code l'Environnement.

### **ARTICLE 2 : DIAGNOSTIC APPROFONDI ET EVALUATION DETAILLEE DES RISQUES**

#### **ARTICLE 2.1 : Objectifs**

L'étude devra permettre d'évaluer l'impact du site sur la base d'une analyse des risques sur des cibles identifiées sur le site et dans son environnement immédiat, voire à plus longue distance en cas de risques importants vis à vis des milieux eaux superficielles et souterraines, et ainsi de définir les objectifs de réhabilitation qui permettront d'atteindre un niveau de risque acceptable pour l'usage préétabli du site et de son environnement.

#### **ARTICLE 2.2 : Contenu**

A l'issue du diagnostic approfondi et des évaluations détaillées des risques menés pour le site étudié, un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des évaluations sera remis à l'inspecteur des installations classées.

Ce rapport comprendra notamment les points suivants :

- la description du site dans son état actuel avec la localisation, l'identification et la caractérisation précise des sources de pollution,

- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations,
- la description des campagnes d'échantillonnages et d'analyses,
- la justification du choix des cibles prises en considérations pour des évaluations détaillées des risques (hommes, ressources en eaux, écosystèmes, biens matériels),
- les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération, en précisant en particulier :
  - le choix des substances retenues,
  - les données toxicologiques utilisées,
  - la nature des sources d'exposition considérées dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine,
  - les choix justifiés des scénarios d'exposition d'une part, du (des) modèle(s) retenus avec leurs hypothèses de calcul d'autre part,
  - les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés,
  - l'analyse détaillée des incertitudes,
  - des conclusions et recommandations acceptées et validées par l'exploitant et portant sur la nécessité ou non d'une réhabilitation et le recensement des éventuelles actions complémentaires à engager dans le futur, notamment en terme de surveillance et de restrictions d'usage.

Un résumé non technique des études effectuées sera joint au rapport dont le contenu est détaillé ci-avant considéré comme public et pourra lui être communiqué sur simple demande.

## **ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES POTENTIELLEMENT POLLUEES**

### **ARTICLE 3.1 : Réseau de surveillance des eaux souterraines**

#### ***3.1.1. - Conception du réseau de forages***

Deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et en amont ; la définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages à mettre en place, des paramètres surveillés, de la fréquence des prélèvements seront justifiés sur le plan hydrogéologique sur la base d'un cahier de charges dûment argumenté et soumis à l'inspecteur des installations classées.

#### ***3.1.2. - Réalisation des forages***

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-614 d'octobre 1999.

## **ARTICLE 3.2 : Analyse des eaux souterraines**

### ***3.2.1. - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines***

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

### ***3.2.2. - Nature et fréquence d'analyse***

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence d'une fois par semestre en période de hautes et basses eaux:

<b>Paramètres</b>
pH
DCO
Résistivité
Zinc
Nickel
Cuivre
Arsenic
Plomb
Chrome
Hydrocarbures totaux
HAP
BTEX (Toluène, xylène)
PCB
COHV (cis – 1,2,dichloroéthène,PCE,TCE,c hlorure de vinyle)
Trichloréthylène

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions du traitement éventuel. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

## **ARTICLE 3.3 : Durée**

La surveillance sera au minimum poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif fixé, et ce pendant un temps jugé suffisant par l'inspecteur des installations classées. Toute demande de révision du cahier des charges sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

## **ARTICLE 4 : DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX**

L'exploitant procédera à l'évacuation, au transport et au traitement de tous les Déchets Industriels Spéciaux (D.I.S.) encore présents sur le site ainsi que les sources de pollution n° 1 à 4 citées dans son mémoire de cessation d'activité de novembre 2002 n° 28464/A.

Il établira un rapport d'étape à la fin des travaux de nettoyage dans lequel seront consignés tous les bordereaux de transport et d'élimination des déchets.

Ce rapport précisera les quantités, la nature et le mode d'élimination des déchets.

## **ARTICLE 5 : PRESCRIPTIONS COMMUNES**

### **ARTICLE 5.1. : Echéancier**

Les prescriptions de l'article 2 du présent arrêté devront respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de sa notification :

- cahier des charges de l'étude : 1 mois
- communication du rapport de l'étude diagnostic approfondie à l'inspecteur des installations classées et propositions pour l'évaluation détaillée des risques : 4 mois
- communication du rapport de l'évaluation détaillée des risques : 9 mois.

Le respect des prescriptions de l'article 3 devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue : 1 mois
- mise en place du réseau de surveillance et premières analyses : 5 mois.

Le respect des prescriptions de l'article 4 devra être exécuté sous un délai de 4 mois.

### **ARTICLE 5.2. : Frais**

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 6 :**

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

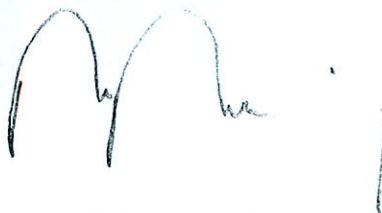
## **ARTICLE 7 :**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **ARTICLE 8 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le maire du CHAMBON-FEUGEROLLES et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 10 JUL. 2003



Michel MORIN

### **Ampliation adressée à :**

- Maître Philippe CHARRIERE  
10, rue Mi-Carême  
42000 - SAINT-ETIENNE
- Monsieur le Maire du CHAMBON-FEUGEROLLES
- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Archives
- Chrono.

Pour la Préf.  
et par délégation  
L'Adjoint Préf.  
Chef de Bureau  
J. PELLET